

Convention collective départementale

IDCC : 1966. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(LOIRET)**

(31 janvier 1997)

(Bulletin officiel n° 1997-7 bis)

*(Etendue par arrêté du 14 juin 2004,
Journal officiel du 23 juin 2004)*

■ *Journal officiel* du 13 mars 2010

**Arrêté du 4 mars 2010 portant extension d'un accord conclu dans le
cadre de la convention collective des industries métallurgiques
du Loiret (n° 1966)**

NOR : MTST1006494A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 14 juin 2004, et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté
du 14 janvier 2009, portant extension de la convention collective des indus-
tries métallurgiques du Loiret du 31 janvier 1997 et des textes qui l'ont
modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 6 novembre 2009 relatif aux rémunérations annuelles
garanties (barème annexé) conclu dans le cadre de la convention collective
susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 9 février 2010 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective des indus-
tries métallurgiques du Loiret du 31 janvier 1997, à l'exclusion des activités

de production et transformation de matières fissiles, de production et transformation de matières fertiles et de fabrication de bateaux de plaisance, ainsi qu'à l'exclusion du secteur de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'accord du 6 novembre 2009 relatif aux rémunérations annuelles garanties (barème annexé) conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 mars 2010.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2010/3, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7^e).